

DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE A L'EXPROPRIATION DES EXPROPRIATEURS.

Dans la société capitaliste les hommes travaillent les uns pour les autres sans se connaître, sans connaître leurs besoins, persuadés que leurs rapports se règlent d'eux-mêmes - à travers la ruine et la culbute des moins habiles et des plus faibles, à travers les alternatives de "prospérité" et de "surproduction". Les rapports sociaux entre les hommes se forment ainsi objectivement sur la base de l'échange, indépendamment de leur volonté: il ne dépend pas de la volonté de l'ouvrier que, tant que dure le régime capitaliste, il soit obligé de se vendre pour subsister. Chacun pense pour soi-même, aucun pour tous, mais les lois de l'échange règlent les proportions relatives entre les différentes branches de l'économie indispensables à la vie.

La propriété caractéristique de la force de travail de l'ouvrier est qu'elle crée plus de valeur qu'elle n'en exige sur son entretien et sa reproduction. Le supplément de valeur qu'elle produit, Marx l'appelle la plus-value. "Et la lutte de classe n'est rien d'autre que cette lutte pour la plus-value. Celui qui possède la plus-value est le maître de la situation. Il est le maître de la richesse, il est le maître de l'Etat, il a la clé de l'Eglise, de la Cour, des sciences et des partis". Cette plus-value appartient aux possesseurs des moyens de production: aux capitalistes.

D'autre part, chaque capitaliste pour survivre doit produire plus et meilleur marché que son voisin. C'est la lutte de tous contre tous - et de tous contre le Proletariat. Mais de la concurrence même surgit le monopole: dans leur lutte pour la vie, les capitalistes sont amenés à chercher à limiter la concurrence par des ententes toujours dénoncées et continuellement changeantes. "L'élimination de la concurrence par le monopole marque le commencement de la désagrégation de la société capitaliste. La concurrence était le ressort créateur principal du capitalisme, et la justification historique du capitaliste... elle avait besoin de certaines libertés, d'une atmosphère libérale, d'un régime de démocratie, d'un cosmopolitisme commercial. Le monopole réclame un gouvernement aussi autoritaire que possible, des murs douaniers, ses "propres" sources de matières premières et ses propres marchés (colonies). Le dernier mot dans la désagrégation du capital monopolisateur, c'est le fascisme".

Le capitaliste ne produit pas pour la société, mais pour lui. Il est donc, partout et toujours, prêt à limiter la production, même à détruire les stocks, pourvu que sa propre part dans le revenu national s'en accroisse. Le Brésil brûle son café dans les locomotives. La France est ruinée, mais les grosses maisons font de substantiels bénéfices, ainsi qu'il ressort des chiffres suivants:

	bénéfices en 1941:
Sucrerie Say	58.646.544
Vins Damoy	33.154.566
Maison Pechiney (engrais et produits chimiques)	77.556.330
	etc....

Voilà ce qu'est le capital monopolisateur. Les nations sont saignées, les classes moyennes usées et paupérisées, le prolétariat décimé: une poignée de familles, groupées par les liens de la parenté et de l'intérêt commun en une oligarchie capitaliste fermée, dispose du destin économique et politique des nations.

Exemple: en 1911

M. O. HOMBERG (Laval a été son agent électoral)	Contrôlaient plus ou moins: Banque de France, Union Parisienne, Banque Indochine, Cie Gle Transatlantique.
E. SCHNEIDER, père du Schneider actuel	Eau & Electricité d'Indochine Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque Commerciale Italienne, Creusot, Chantier de la Gironde, Forges du Chili, Chemins de fer PLM, Sté Franco-Suisse pour l'Industrie Electrique, Cie Marocains, Port de Rosario.

L'impérialisme ne se contente pas de ruiner les nations avancées, d'entretenir une guerre permanente et de détruire, avec la démocratie, les derniers droits (droit de grève, presse ouvrière) dont jouissaient les ouvriers dans les métropoles. Il s'oppose au développement de cette même démocratie dans les pays retardataires. "Tout en pillant la richesse naturelle des pays arriérés et en freinant délibérément leur développement industriel indépendant, les magnats monopoliseurs et leurs gouvernements accordent un soutien financier, politique et militaire aux groupes semi-féodaux des exploités indigènes les plus réactionnaires, les plus parasites... La libération des peuples coloniaux en sautant les étapes intermédiaires se transforme par nécessité en une lutte contre l'impérialisme, et par là elle donne la main à la lutte du prolétariat dans les métropoles."

Comment mettre fin à ce gigantesque pillage mondial? Retour à la concurrence, à la démocratie? Mais nous avons vu que la libre concurrence engendre le monopole et, dans la démocratie capitaliste, la majorité gouverne, mais contrôlée par les monopoles, eux-mêmes contrôlés par un nombre d'actionnaires très restreint. "La domination du plus faible par le plus fort, du plus grand nombre par quelques uns, des travailleurs par les exploités, est une loi fondamentale de la démocratie bourgeoise". En dictature comme en démocratie, sous Daladier, Blum ou Pétain, l'Etat reste le comité exécutif de la même classe dirigeante: la Bourgeoisie. Voilà pourquoi aucun gouvernement n'est en mesure de lutter contre les monopoles en général, c'est-à-dire contre la classe par la grâce de laquelle il règne. S'il s'attaque à certains monopoles, c'est en s'appuyant sur les autres.

Aussi n'est-ce qu'un mensonge d'opposer sur ce plan "fascisme" et "démocratie". Ce qui est déterminant en fin de compte, ce sont les intérêts économiques. De Gaulle comme Pétain réclament pour la France le "droit" à l'exploitation des colonies. Mussolini a fui, mais Badoglio continue la guerre pour sauvegarder les droits d'une poignée de capitalistes italiens au pillage de l'Afrique.

Mais le capitalisme a porté la technique au niveau le plus élevé qu'elle puisse atteindre sur la base de la propriété privée. Il a unifié économiquement le monde, créant une économie mondiale, un marché mondial, une exploitation mondiale. Il a ainsi réalisé les conditions nécessaires à l'utilisation systématique des ressources mondiales. Cependant, cette utilisation il ne peut pas la réaliser, car la base de son expansion reste toujours le vieil Etat national avec son armée, ses douanes, ses frontières où étouffe la production. L'"économie de guerre", l'autarchie, n'est pas une solution: l'autarchie allemande a été la base du pillage actuel de l'Europe. Par l'autarchie, on prépare la base nationale pour une nouvelle guerre".

La solution est autre. "Pour sauver la société, il n'est pas nécessaire d'arrêter le développement de la technique, de fermer les usines, de transformer les 1/3 des travailleurs en mendiants, ni de faire appel à des fous comme dictateurs... Ce qui est indispensable est urgent, c'est de séparer les moyens de production de leurs propriétaires parasites actuels et d'organiser la société d'après un plan rationnel".

Cette tâche urgente, l'expropriation des expropriateurs, ne peut être accomplie que par le prolétariat. Lui seul possède la cohésion et la force suffisante. Sa libération est celle de l'humanité entière. Sous la conduite de son Parti qu'il forge à travers ses épreuves, il accomplira sa mission par la révolution socialiste. Une fois qu'elle commencera, la révolution socialiste se répandra d'un pays à l'autre avec une force irrésistible. Par l'exemple et avec l'aide des nations avancées, les nations arriérées seront emportées aussi dans le grand courant du socialisme. Les barrières douanières entièrement pourries tomberont. Les contradictions qui divisent l'Europe et le monde entier trouveront leur solution naturelle et pacifique dans le cadre des Etats-Unis Socialistes, en Europe comme dans les autres parties du monde. L'humanité délivrée s'élèvera jusqu'à sa pleine hauteur". (Trotsky).